

La grande histoire de l'éducation populaire

Auberges de jeunesse, scoutisme, maisons des jeunes et de la culture..., autant de moyens pour éduquer et cultiver le peuple. Durant le 19^e et le 20^e siècle, les mouvements d'éducation populaire ont affiché une belle vitalité.

S'inscrire dans un ciné-club de lycée ou s'insérer dans une troupe de scouts, entrer dans une maison de quartier, adhérer à un collectif de défense de l'environnement, à un atelier d'expression artistique, une association de soutien des droits de l'homme, participer à une université populaire ou à l'une de ces innombrables associations proposant des activités socioéducatives sur le chemin de la découverte du monde et invitant chacun à y prendre sa place: tout cela manifeste, de la part de ceux qui s'y investissent, un engagement plus ou moins profond dans le champ large et varié de l'éducation populaire. On y passe le temps d'un été ou sa vie entière, comme adhérent, bénévole, militant ou salarié.

Le terme d'éducation populaire ne peut pas être caractérisé de façon précise. On peut toutefois lui donner un dénominateur commun: un projet

JEAN-MARIE MIGNON

Auteur de romans, il a été conseiller technique et pédagogique supérieur de la Jeunesse et des Sports et maître de conférences associé. Il est l'auteur notamment de *Une histoire de l'éducation populaire* (La Découverte, 2007), et de *Les Métiers de l'animation* (Dunod, 2012).

éducatif qui complète l'enseignement scolaire et qui prépare à la vie citoyenne, sans exclure personne, dans un but d'épanouissement personnel et de socialisation, et dans le respect des opinions des individus et des familles.

L'inspiration de Condorcet

Cet univers éducatif inspiré du siècle des Lumières est né avec la Révolution française. En 1792, le député Condorcet expose à l'Assemblée nationale législative son plan d'Instruction publique: l'éducation ne doit plus être l'apanage de quelques-uns. Elle doit s'étendre à l'ensemble de la population afin de favoriser la promotion sociale et professionnelle de tous; elle doit être aussi universelle, égale et complète que possible. Cet objectif, révolutionnaire à l'époque, est encore lointain, mais il incarne l'intention des fondateurs de «l'instruction» dans les écoles publiques comme celle des promoteurs de l'éducation populaire; il fait de Condorcet le précurseur de l'éducation populaire.

Au milieu du 19^e siècle, l'industrialisation naissante bouleverse la société française comme nous le rapportent de façon saisissante les écrivains de l'époque: Victor Hugo, Émile Zola ou Jules Vallès. De nouveaux métiers apparaissent qui imposent au peuple

des formations nouvelles, les inventions scientifiques bousculent les dogmes de la connaissance, la lutte des classes se substitue aux anciennes inféodations. C'est dans ce contexte que des initiatives éducatives se multiplient, introduisant durablement en France «l'idée sociale». Des bourgeois bienfaiteurs, de hauts fonctionnaires «philanthropes», des clercs charitables fondent des centres de formation d'instructeurs en vue d'enseigner dans les écoles mutuelles, des patronages qui tissent leur toile sur le territoire national. De cette époque, datent des mouvements aujourd'hui bien vivants, comme les conférences Saint-Vincent-de-Paul, ou de nouvelles méthodes éducatives comme «l'étude du milieu» enseignée par Frédéric Le Play, dont la formule «voir, juger, agir» est à la base de l'action militante de plusieurs mouvements, confessionnels ou laïques, tels que les Cemea (Centres d'entraînements aux méthodes d'éducation active), ou la Joc (Jeunesse ouvrière chrétienne).

À côté de l'effervescence confessionnelle, un grand pôle laïque émerge en 1866, porté par Jean Macé, un journaliste politique haut-rhinois, qui a découvert quelques années plus tôt le puissant réseau des bibliothèques communales belges. Entouré de



Rue des Archives/Agp

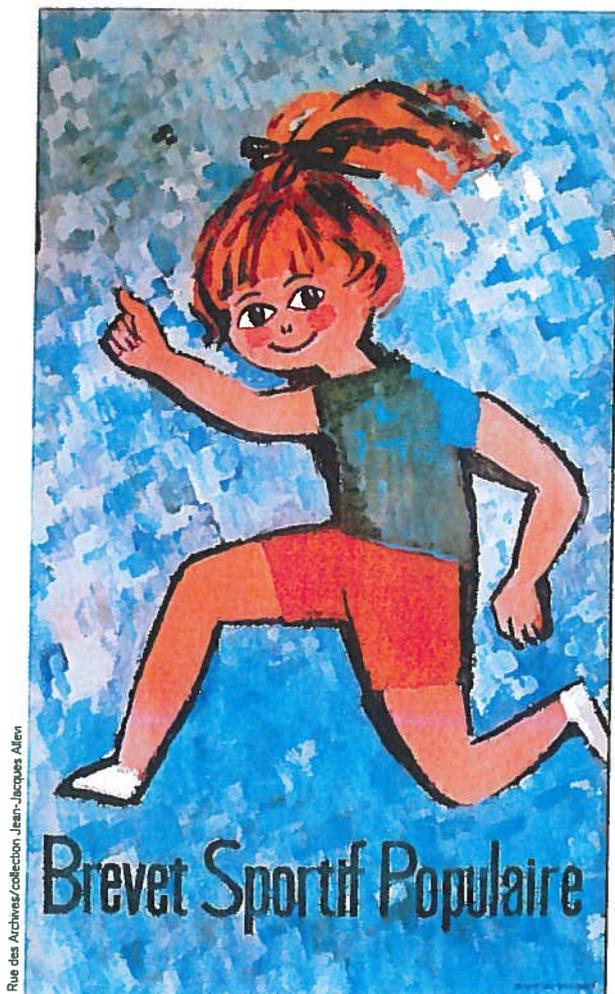
Éclaireuses et guides françaises lors d'un départ pour un camp pendant les fêtes de Pâques le 27 mars 1948.

quelques amis, il décide de reproduire ce modèle qui dépasse aussitôt les limites de son département. L'abolition de la République par Napoléon III en décembre 1851, pourtant élu par le peuple, le révolte. Positiviste, il s'engage dans l'action pour combattre « l'ignorance du peuple » qui se laisse opprimer. En 1866, il publie *Le Manifeste de la Ligue de l'enseignement* dans lequel il défend l'idée que seule la formation des citoyens permet l'émergence de la démocratie et qu'elle est l'instrument de l'action politique. L'instruction doit être gratuite, obligatoire et laïque: elle ouvre à la raison et

au progrès. C'est ce programme simple et clair, plébiscité par des dizaines de milliers de personnes, que Jules Ferry, ministre de l'Éducation, mettra en œuvre en 1880.

Quelques années plus tard, le scandaleux procès de l'officier israélite Alfred Dreyfus est un événement dramatique qui interroge les Français sur la nature du lien politique qui les rassemble dans une même nation. Pendant douze ans, de 1894 à 1906, l'opinion se divise entre ceux qui invoquent les droits de l'homme, la liberté individuelle et la justice et ceux qui mettent en avant l'intérêt supérieur

de la patrie et l'honneur de l'armée. Cet événement favorise, par ricochet, le développement de la question sociale et la formation à la vie démocratique qui se déploient avec vigueur dans les sociétés d'instruction populaire émergentes. Les confrontations entre une fraction du monde ouvrier en promotion sociale et une bourgeoisie philanthropique s'épanouissent dans les universités populaires et les patronages. Une élite ouvrière apparaît et se syndicalise, fondant les bourses du travail qui offrent secours mutuel et enseignements « polytechniques » à ceux qui les fréquentent. ▶



Rue des Archives/collection Jean-Jacques Allien

► Une effervescence d'initiatives

La loi donnant la liberté de s'associer, dont le projet dormait dans le tiroir du ministère de l'Intérieur depuis près de vingt ans est enfin votée en 1901, sous la présidence du grand républicain Pierre Waldeck-Rousseau. Cette loi, constitutive des droits de l'homme, est taillée à la mesure des œuvres périscolaires, des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Elle facilite l'essor des colonies de vacances aux visées d'hygiénisme, de santé par le plein air. Aiguillonnés par leur antagonisme idéologique, les confessionnels et les laïques rivalisent dans ce domaine: l'UFCV (Union française des centres de vacances) en premier lieu pour les catholiques, la Fédération nationale des

œuvres de vacances pour les laïques.

La volonté de lutter contre tout ce que la guerre de 1914-1918 a apporté d'horreurs donne un grand élan à de nombreux mouvements de jeunesse, porteurs des nouvelles aspirations de pacifisme, d'internationalisme, attachés à une pédagogie antiautoritaire, à la découverte du monde. C'est la période où se développe le scoutisme, confessionnel ou laïque, initié dans le Royaume-Uni par Robert Baden-Powell, dont les animateurs sont restés des bénévoles. Les auberges de jeunesse ouvrent leurs portes dans la diversité idéologique; les routes de l'Europe s'offrent aux randonnées d'une jeunesse éprise de pacifisme, fortifiée par le lyrisme du roman-

cier Jean Giono, soutenue par Léo Lagrange, membre du gouvernement Blum. Le Front populaire (mai 1936-avril 1938) facilite l'accès aux pratiques d'éducation populaire, aussi bien par l'instauration des congés payés que par une politique culturelle, scientifique et sportive ambitieuse, le brillant ministre de l'éducation Jean Zay en étant l'artisan principal.

Culture populaire et mouvements de jeunesse

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, René Capitant, ministre de l'Éducation, demande à deux hommes de science, Paul Langevin et Henri Wallon, de définir un nouveau projet pour l'Éducation nationale. Le rapport intègre l'éducation populaire et

l'éducation des adultes dans son projet éducatif: tout le monde doit avoir la possibilité de poursuivre le développement de sa culture intellectuelle, esthétique, professionnelle, civique et morale, sans que cette formation soit obligatoirement sanctionnée par un diplôme. Le rapport, sans suite effective immédiate, marquera cependant durablement les consciences. R. Capitant décide aussi de créer une direction de la culture populaire et des mouvements de jeunesse dont il donne la responsabilité à Jean Guéhenno. Alors que s'étend l'idée d'instituer durablement l'éducation populaire dans un cadre administratif, J. Guéhenno crée le corps des instructeurs chargés de mettre en œuvre la politique culturelle du ministère. Leurs succès seront notables, ils ouvrent la voie à la création de nombreux festivals et participent au renouveau du théâtre depuis le TNP (Théâtre national populaire) de Chaillot jusqu'au festival d'Avignon.

Pendant la guerre, la Résistance intérieure avait produit, elle aussi, une réflexion sur l'éducation populaire, comme celle qui s'est développée au sein de l'école des cadres de jeunesse d'Uriage. Les enseignants, se dégageant de l'emprise du gouvernement de Philippe Pétain et, sous l'autorité du sociologue du loisir Joffre Dumazedier, rédigeant en 1946 le Manifeste du mouvement Peuple et culture: la culture populaire est la «*synthèse de la pluralité des expressions socioculturelles dans la société*».

Nouveaux combats contemporains

Dans les années qui suivent la Libération, la France des années 1960 éprouve la vigueur de «*l'irruption de la jeunesse*», comme l'écrit le sociologue Alfred Sauvy. La forte augmentation du temps libéré profite aux loisirs; la scolarisation, plus longue, est généralisée, et la population s'enrichit. La formation professionnelle, la mise en place d'une filière des diplômes, la relation salariale des emplois d'animation ont poussé

doucement l'éducation populaire sur les marges de l'engagement militant, de l'action alternative, de l'utopie créatrice. En fait, en gagnant son combat fondateur pour une éducation obligatoire, laïque et gratuite, elle a perdu une partie de sa raison d'être. Il lui faut entrer dans de nouveaux combats au moment où la population aspire à un plus grand bien-être.

L'émergence d'un nouveau type de citoyenneté plus proche des gens redynamise le travail d'éducation populaire. Il s'exprime de plus en plus dans l'animation des grands ensembles – les banlieues – et dans la gestion municipale. Hubert Dubedout, élu maire à Grenoble en 1965 avec le soutien d'associations et de syndicats, en est la figure emblématique. De nombreux mouvements travaillent à l'émancipation féminine au moment où le contrôle des naissances produit une importante mutation dans la représentation culturelle des sexes et du couple: comment décider de procréer ou non, élever son enfant, être un consommateur avisé.

L'éducation tout au long de la vie revient en force dans le débat national. Pour la Ligue de l'enseignement, «il faut retourner à l'école, et plusieurs fois, au cours d'une vie d'homme. L'individu ne peut plus rien considérer comme acquis». Cette éducation permanente qu'elle souhaite depuis 1955 aboutit en juillet 1977 aux lois Chaban-Delors sur l'organisation de la formation professionnelle continue, mais de façon tronquée: la formation pour la culture générale cède largement le pas à la formation pour l'emploi. La crise pétrolière de 1974 et l'augmentation du chômage sont passées par là. Pourtant, comme le disait Bertrand Schwartz, auteur du *Rapport sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes*, l'éducation permanente est ce que l'école pour tous était en France dans les années 1880: «Mieux qu'un projet, une utopie.»

Où en est l'éducation populaire aujourd'hui? Elle, dont la mission initiale était d'appuyer les forces d'éman-

ipation, de libération de l'individu, a ajouté un nouveau volet à ce projet: tisser du lien social, mener un travail d'intégration, d'ouverture à l'autre au moment où la mondialisation bouscule les situations acquises. Et les chemins pour y parvenir sont variés: les réseaux d'informations et de formations mutuelles, l'éducation à l'écologie et au développement durable, qui sont la raison d'être de nombre d'associations; le développement solidaire qui cherche à construire une société laïque, respectueuse de tous et d'abord protectrice des migrants, des «sans-droits» – sans-papiers, sans-logement, sans-emploi – porté par des associations qui ne se déclarent pas

toutes d'éducation populaire, mais qui s'organisent en ce sens. C'est, sans doute, dans les modes d'organisation de ce type de mouvements où il arrive que la légitimité de l'action anticipe la légalité du droit, que l'avenir de

Mieux qu'un projet,
une utopie.

l'éducation populaire la plus novatrice trouvera encore pour quelque temps son canal d'action majeur. Car ils sont actuellement, par leur impact sur les consciences, incontournables. ●

Les cercles d'études en Suède: développer la culture du peuple

Pays scandinaves, germaniques, Italie, Espagne... Partout en Europe, il existe une longue tradition d'éducation populaire.

Ainsi, en Suède, l'activité des ligues de tempérance, et notamment de la Ligue des bons templiers est à l'origine du mouvement pour les cercles d'études à la fin du 19^e siècle. Ces «écoles du citoyen» avaient pour objectif essentiel l'élévation du niveau culturel des couches populaires. À l'origine, il s'agissait de petits groupes (10 à 20 personnes) qui se fixaient un thème d'étude appuyé sur des lectures, grâce à la diffusion de bibliothèques installées dans les zones ouvrières.

Au début du 20^e siècle, une nouvelle méthode de formation se met en place, fondée sur l'auto-organisation du groupe, les réunions au domicile des participants (et non à l'école), l'aide de moniteurs compétents, la présence de livres «autant qu'il y a de membres», l'octroi de subventions de la part de la Ligue pour l'achat des livres et la rémunération du moniteur. Ce modèle s'inspirait des hautes écoles populaires au Danemark.

Les cercles d'études suédois connaîtront, au cours du 20^e siècle, une expansion considérable. Ils sont devenus une institution nationale.

Contrairement à des expériences comparables ailleurs (universités populaires allemandes, par exemple), ils ne se limitent pas aux loisirs et aux inactifs, mais touchent une grande partie de la population active et les connaissances qui y circulent couvrent tous les domaines. Aujourd'hui, les cercles d'études, toujours très dynamiques, sont au nombre de 350000 selon le Conseil suédois d'éducation populaire. ●

MARTINE FOURNIER

D'après Claude Duber et Cathrine Nasser, *La Formation professionnelle continue*, 6^e éd., La Découverte, coll. «Repères», 2015.

La success story des universités populaires

De Bondy à Narbonne, en passant par Lyon ou Lille, les universités populaires affichent une extraordinaire vitalité.

■ SYLVAIN MARCELLI ■

Un soir d'hiver à Lille. Dehors, la température frôle le zéro. Ils sont une centaine à avoir bravé le froid pour assister à une causerie sur le théâtre, proposée par l'université populaire. Des fidèles, pour la plupart. «Je viens presque à toutes les conférences, pour ne pas laisser rouiller mon intellect», témoigne Jean-François Cousin, ancien cadre dans l'agroalimentaire. *Je ne prends pas de notes mais ensuite j'achète des bouquins quand je veux en savoir plus.* Quelques rangées derrière lui, Claude Tremeau, prof à la retraite, fréquente l'université populaire depuis ses études de droit. «J'y suis revenue parce que la programmation est très intelligente et bien fichue», sourit-elle. Yannic Mancel, conseiller artistique au théâtre du Nord, va passionner la salle pendant plus d'une heure, émaillant sa démonstration d'anecdotes personnelles, loin du cours académique.

Un concept qui n'appartient à personne

Depuis sa fondation en... 1900, l'université populaire de Lille (1 100 adhérents) incarne la belle utopie du «partage des savoirs». Une utopie plus vivante que jamais : les universités populaires, actives dans toute la France, font preuve d'une extraordinaire vitalité. En 2002, le succès de l'université populaire de Caen, fondée par le philosophe Michel Onfray, les met en pleine lumière mais le mouvement connaît

un renouveau depuis les années 1980. «Comme les gens n'ont plus confiance dans les partis, les syndicats et les médias, ils cherchent à s'informer et à se former ailleurs», explique Pierre Foucher, fondateur de l'université populaire du pays des Olonnes.

Le bénévolat est le carburant de ces lieux de formation pour adultes. Les cours sont gratuits – ou accessibles moyennant une cotisation symbolique (15 euros par an en moyenne). Certaines associations préfèrent s'appeler «université du temps libre», «forum des savoirs» ou «université tous âges» – pour casser l'image d'un public composé exclusivement de retraités. «Le concept n'appartient à personne», rappelle Françoise Bressat-Blum, qui a fondé l'université populaire de Lyon avec le sociologue Philippe Corcuff. En 2010, Ségolène Royal avait provoqué un scandale en déposant la marque «université populaire» pour son association Désirs d'avenir... L'ancienne candidate à la présidentielle avait vite fait marche arrière, face au tollé.

«Chaque année, une quinzaine d'associations se crée de manière spontanée, se réjouit Michel Garde, président de l'AUPF (association des universités populaires de France). *Nous avons 80 adhérents mais nous sommes en lien avec près de 300 structures.*» Pas facile de fédérer des structures jalouses de leur autonomie... D'autres réseaux existent, au niveau national ou local,

comme la fédération Savoie-Mont-Blanc. «Les universités populaires ne s'autorisent que d'elles-mêmes», souligne Michel Tozzi, cofondateur de l'université populaire de Narbonne. *Chacune s'adapte à son territoire: le public n'est pas le même dans une petite bourgade, à la campagne ou dans une ville universitaire.* Et il est plus facile de mobiliser des conférenciers (souvent simplement défrayés) à Lille que dans le Sud de l'Ardèche...

Partout, les programmes sont élaborés avec le plus grand soin: ils font intervenir des experts de haut niveau et des enseignants-chercheurs reconnus. «Nous ne proposons pas une sous-culture mais une culture exigeante», clame Annie Guittou, responsable de l'université populaire de Bondy (un millier d'auditeurs). Elle oppose ainsi un démenti cinglant à... Émile Durkheim: le sociologue, contemporain des premières universités populaires, ne supportait pas ces lieux où l'on parle «un jour de la Chine et, le lendemain, de l'histoire de la musique». Il juge, dans un texte publié en 1900, que «ce n'est pas un moyen d'éclairer les esprits que de faire aussi rapidement défiler devant eux toutes les questions et tous les systèmes (1)».

Conscientes de ce risque, les universités populaires du 21^e siècle se battent contre le zapping culturel. «Nous ne sommes jamais dans une approche consumériste», estime M. Garde, qui



Philippe Schmitter/Signatures

Université populaire de Lyon au lycée Diderot

est aussi à la tête de l'université populaire de Montélimar (700 adhérents). À Bondy, les cours sont structurés en neuf cursus – «Histoires de France», «Promenades mathématiques» ou «La vie de nos jardins»... «*La seule chose que nous demandons, c'est de l'assiduité*», explique A. Guïtton. *Et cet engagement est tenu par nos auditeurs.*»

Pédagogies actives

Pour éviter le «défilement» des connaissances dénoncé par Durkheim, plusieurs universités populaires réfléchissent à d'autres manières de faire (ou de ne pas faire...) cours. Ainsi à Lyon, les conférences ne durent pas plus d'une heure pour laisser le temps à la salle de mener un débat «où chacun pourra apporter ses connaissances, ses convictions». «*Nous expérimentons aussi des conférences à plusieurs voix, des ateliers à petits effectifs, des discussions d'actualité après la projection*» ▶

Diplomé ou pas ?

En France, où le diplôme est un monopole de l'État, les universités populaires ne proposent pas de reconnaissance des acquis. «*Les gens qui fréquentent nos associations ne sont pas dans une démarche qualifiante mais dans une démarche de curiosité individuelle*», estime Michel Garde, président de l'AUPF. Outre-Quévrain, l'université populaire de Bruxelles a fait un choix différent : elle donne accès à des validations de compétences et des certifications reconnues à des travailleurs peu qualifiés. «*Cette initiative intéressante crée du débat chez nous*», admet Françoise Bressat-Blum, à Lyon. *Surtout quand nos amis belges nous font remarquer que seuls les gens diplômés disent que les diplômes ne servent à rien !*» Dans l'Hexagone, une équipe de Paris-VIII (héritière de la fac expérimentale de Vincennes de 1969) a porté pendant quatre ans une université populaire débouchant sur une licence 2 en sciences de l'éducation. 17 «apprentis chercheurs», dont certains n'avaient pas le bac, ont décroché ce diplôme (sur 33 participants). Mais l'expérience, sans doute trop hétérodoxe, a été «suspendue» l'an dernier... ● S.M.

► *d'un film*», énumère F Bressat-Blum. À Narbonne, M. Tozzi anime un atelier philo qui attire chaque mois une trentaine de participants. «*Je pars de ce que les gens se disent, je reformule, je fais le lien avec la pensée de philosophes, explique-t-il. Après cette discussion d'une heure, souvent très riche, je propose un moment d'écriture car il est important de se poser seul face à la page blanche.*» Cette formule, différente du café philo, permet de travailler en

profondeur une notion (le temps, le rapport à l'autre...) pendant plusieurs séances.

Un siècle après leur création, les universités populaires s'affranchissent des modèles classiques d'enseignement : délaissant le cours magistral, elles mettent en débat les savoirs. La culture n'est plus révélée, mais partagée. «*Ces associations sont reconnues comme des acteurs essentiels de la formation au niveau européen*, souligne Guil-

lermo Lozano, qui prépare une thèse sur le sujet à l'université Paris-VIII. *En admettant que des adultes peuvent apporter leur expérience de la vie, même sans être des experts, elles inventent un autre rapport à la connaissance.*» ●

(1) **Émile Durkheim**, «Rôle des universités dans l'éducation sociale du pays», 1900, rééd. Revue française de sociologie, vol. XVII, 1976. Disponible sur www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1976_num_17_2_5650

ENTRETIEN AVEC... Geneviève Tardieu

ATD Quart Monde: une université populaire pour libérer la parole

Quelle est la spécificité de l'université populaire d'ATD Quart Monde?

C'est un lieu de production du savoir, et non de transmission, contrairement aux universités populaires classiques. Des personnes issues de la grande pauvreté, qui ont très peu profité de l'éducation, dialoguent autour de thèmes essentiels comme la santé, l'école, l'amitié, la solitude ou l'amour. Elles construisent ensemble une compréhension du monde, en s'émancipant d'idées préconçues. Elles osent prendre la parole, alors que le reste du temps elles sont considérées comme des déchets de la société.

Comment s'organisent ces discussions?

Dans un premier temps, les membres de l'université populaire reçoivent une invitation personnelle, avec le sujet du mois (par exemple, «qu'est-ce que l'école pour vous?») et un petit questionnaire pour commencer à réfléchir. Ils se retrouvent en petits

groupes, dans un lieu informel – un accueil de jour, un resto Quick, une station de métro... Un animateur les aide à engager la discussion.

À la fin du mois, une rencontre régionale réunit pendant deux heures l'ensemble des participants, avec des alliés du mouvement qui ont une autre condition sociale. Un invité vient enrichir la discussion : ce peut être un maire, un sociologue ou encore un travailleur social, tout dépend du sujet. Cet invité n'est pas là pour exposer ses théories : il doit se mettre à l'écoute et ensuite seulement entrer en dialogue. Il y a une inversion du rapport au savoir. Ces échanges nous donnent une connaissance exceptionnelle des lieux de grande pauvreté. Leur retranscription sert d'ailleurs de terreau à notre action.

Le terme d'université n'est-il pas intimidant pour les personnes démunies?

Notre université populaire est un lieu festif, joyeux, convivial! Et cela se sait, grâce au bouche-à-oreille. Les nouveaux venus comprennent qu'ils seront respectés dans leur parole, sans jamais être pris de haut. Certains mettent un an avant de franchir le

pas, d'autres viennent pendant un an avant d'oser ouvrir la bouche. Mais l'UP fait tout pour aplanir les obstacles. Un exemple : les textes sont lus à voix haute pour ne pas exclure les personnes illettrées ou celles qui n'ont pas de lunettes.

En quoi le partage d'expérience débouche-t-il sur la production d'un savoir?

Le chercheur américain Jack Mezirow a montré que les adultes se forment en réfléchissant à leur expérience de vie. Une animatrice d'un groupe de La Courneuve a, par exemple, vu des femmes commencer à réfléchir personnellement au thème de la violence, en partant de leur expérience et non plus des idées véhiculées dans les médias. En dialoguant, les gens prennent conscience de leur situation. Cela les aide à évoluer. Ils apprennent aussi à s'adresser à des personnes d'un autre milieu social, qui ont le pouvoir de changer les choses. L'université populaire d'ATD Quart Monde est un «*lieu de démocratie cognitive*», pour reprendre l'expression d'Edgar Morin : la compréhension commune des situations peut aider à renforcer la démocratie. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR S.M.

GENEVIÈVE TARDIEU

Auteure de *L'Université populaire Quart Monde. La construction du savoir émancipatoire*, Presses universitaires de Paris-Ouest, 2012.

Les universités populaires en Europe

▪ **Les universités populaires (UP)** sont loin d'être une spécificité française. L'éducation pour adultes est parfois bien plus dynamique ailleurs, en particulier en Europe du Nord. Au Danemark, le pasteur Nikolai Grundtvig crée en 1844 la première école pour adultes, une *folkehøjskoler* (haute école du peuple), pour former les citoyens. Il inaugure par là un grand mouvement d'éducation populaire. En 1868, la Suède voit apparaître à son tour ses premières UP. On peut parler d'un véritable modèle scandinave tant, aujourd'hui, les taux de participation sont importants, que ce soit en Finlande, en Suède ou au Danemark.

▪ **L'Allemagne n'est pas en reste.** En 1919, apparaissent

les premières *Volkshochschulen* (université populaire) qui se développeront pendant la République de Weimar avant de prendre fin avec le régime hitlérien. Mais le mouvement renaît au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec une forte volonté de reconstruction citoyenne et civique après le choc dû au nazisme. Leur très grande fréquentation a de quoi laisser rêveur. L'association des *Volkshochschulen* allemandes (Deutscher Volkshochschulverband), ne recense pas moins de 6,4 millions de participants au sein des 1 002 *Volkshochschulen* existantes...

▪ **En Suisse**, les UP apparaissent en 1919 à Bâle, Berne et Zurich. Elles regroupent aujourd'hui quelque 200 000 auditeurs, ce qui

est considérable pour un pays dont la population dépasse à peine 7 millions d'habitants. En Autriche, les chiffres sont similaires.

▪ **Les UP se développent également en Europe du Sud.** En Italie, l'*università popolare* est en plein essor: celle de Rome, par exemple, comptait en 2005 près de 24 000 inscrits. Quant à la Fédération des *universidades populares* d'Espagne, elle regroupe environ 2 millions d'auditeurs. Les UP ne finissent pas d'essaimer et se développent maintenant beaucoup en Europe orientale, par exemple, en Roumanie ou en Estonie... ●

CATHERINE HALPERN

À consulter

Le site de l'European Association for Education of Adults. www.eaea.org/